

Présidentielle au Burundi: début de la campagne, interdite à l'opposition

@rib News, 12/06/2010 â€“ Source AFPLa campagne pour l'Ã©lection prÃ©sidentielle du 28 juin au Burundi, Ã laquelle le chef de l'Etat sortant Pierre Nkurunziza est seul autoriser Ã participer car unique candidat au scrutin, a dÃ©butÃ© samedi dans le nord du pays, a-t-on appris de sources administratives locales. PrÃ>s de 10.000 partisans de M. Nkurunziza ont participÃ© Ã un grand meeting politique dans sa province natale de Ngozi (nord), selon ces sources.

"La campagne a dÃ©butÃ© aujourd'hui et doit se terminer le 25 juin", a expliquÃ© le porte-parole de la Commission Ã©lectorale (Ceni), Prosper Ntahorwamiye. "Seul le candidat du parti CNDD-FDD (au pouvoir), qui est le seul Ã se prÃ©senter, a le droit de faire campagne, comme l'a annoncÃ© le ministre de l'IntÃ©rieur", a rappelÃ© M. Ntahorwamiye, expliquant que "la loi sur les manifestations publiques est du ressort de l'administration". Mardi, le gouvernement avait interdit Ã l'opposition de faire campagne, tous les candidats de cette opposition ayant retirÃ© leur candidature Ã un scrutin prÃ©sidentiel qu'ils jugent "truquÃ© d'avance". RÃ©unis au sein d'une nouvelle coalition, l'Alliance dÃ©mocratique pour le changement (ADC), l'opposition avait annoncÃ© son intention de faire campagne pour que les Ã©lecteurs ne participent pas Ã la prÃ©sidentielle. Cela "vient rappeler que ce pays est en train de glisser sous une dictature de parti unique", a accusÃ© Alexis Sinduhije, l'un des leaders de l'opposition. "Nous sommes dÃ©cidÃ©s Ã faire campagne pour que les Burundais ne participent Ã la mascarade du 28 juin, car la dÃ©cision du ministre est une honte, qui viole la Constitution du Burundi et nos droits politiques", a-t-il estimÃ©. La position de la Ceni "dÃ©montre une fois de plus" que celle-ci "a pris fait et cause pour le parti au pouvoir", a-t-il affirmÃ©. Six candidats de l'opposition, affirmant que les Ã©lections communales du 24 mai remportÃ©es par le parti au pouvoir avaient Ã©tÃ© entachÃ©es de "fraudes massives", se sont retirÃ© de la course Ã la prÃ©sidentielle. L'opposition exige l'annulation des communales et la destitution de la Ceni. Une mission d'observation de l'Union europÃ©enne a jugÃ© que le scrutin communal a Ã©tÃ© "conforme aux normes internationales".